

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°383
28 novembre 2025
ISSN 1245-0286

Voici les interventions et motions des représentants du courant Front Unique au Conseil national de la FSU (25 et 26 novembre 2025)

Intervention dans le débat général (25 novembre)

L'État génocidaire d'Israël poursuit sans relâche ses massacres. A Gaza, depuis le pseudo cessez-le-feu du 11 octobre, on compte déjà 339 Palestiniens tués dont 20% d'enfants et presque 800 blessés. Manquant de tout, les Gazaouis survivent dans des conditions terribles. Et nombreux meurent par manque de soins.

Au Liban, depuis le cessez-le-feu de novembre 2024, le gouvernement recense plus de 330 tués et 945 blessés. En Cisjordanie, jamais les crimes de l'État sioniste et de ses colons n'ont eu une telle ampleur : 1 000 morts depuis octobre 2023 auxquels s'ajoutent destructions, incendies et déplacements forcés de dizaines de milliers de Palestiniens.

Notre fédération doit condamner le plan Trump qui consacre les revendications de l'État d'Israël et piétine tous les droits des Palestiniens. Elle doit œuvrer avec les autres organisations syndicales :

- à un appel à une manifestation nationale en direction de l'ambassade de d'Israël sur le mot d'ordre : Halte au massacre du peuple palestinien.

- et à organiser le boycott dans tous les domaines de l'État génocidaire.

Elle doit dénoncer la répression gouvernementale contre les soutiens du peuple palestinien. Et exiger la levée des poursuites contre les militants de Palestine action qui ont tenté de perturber le concert d'un orchestre israélien à Paris.

Elle doit combattre le ministre Baptiste qui a obtenu l'annulation d'un colloque au Collège de France. Et qui maintenant, avec le lancement d'un sondage dans l'ESR, veut y amplifier la chasse aux sorcières au nom d'une prétendue lutte contre l'antisémitisme. Son but étant de tenter de museler étudiants, enseignants et chercheurs.

Depuis de longues années, Macron et ses gouvernements demandent aux flics et aux gendarmes de se déchaîner, en toute impunité, contre les mouvements sociaux.

Notre fédération doit dénoncer tant les commanditaires que les exécutants de ces répressions policières.

Le gouvernement Macron-Lecornu est concentré sur son objectif de faire passer un budget de guerre contre les travailleurs, les retraités, les malades, contre l'école et l'ESR, contre les jeunes, les chômeurs, les étrangers etc.

Et alors qu'il augmente massivement le budget des armées, il taille à la hache dans les budgets consacrés à la jeunesse. Et à ces jeunes à qui il réserve une vie misérable, il prévient que certains devront mourir à la guerre.

Comme le gouvernement ne bénéficie pas d'une majorité à l'Assemblée nationale, fût-elle relative, tous les moyens lui sont bons pour parvenir à ses fins.

Il a repris à son compte, la recette qui a permis à Bayrou de faire passer son budget en février. La Conférence dite sur le travail et les retraites poursuit le même but que le conclave de Bayrou. A savoir montrer que malgré des budgets qualifiés de musée des horreurs, les dirigeants syndicaux sont disposés à s'afficher aux côtés de ceux qui les ont concoctés.

Après un premier round, le 4 novembre, où seule manquait la CGT pour un problème d'agenda, la nouvelle session de cette Conférence aura lieu le 5 décembre, soit 3 jours après une nouvelle journée d'action qui n'appelle même pas à rejeter les budgets. L'appel FSU, CGT, Solidaires au 2 décembre, incite en effet à simplement « *mettre la pression pour obtenir la justice sociale, fiscale et environnementale dans CE budget* ».

Le Figaro pointe bien l'enjeu de cette Conférence quand il écrit : « *cette conférence doit finir de rabibocher les partenaires sociaux avec l'exécutif* ».

Notre secrétaire générale a indiqué que notre fédération avait « arraché » sa participation à la conférence de Lecornu-Farandou. Mais en réalité c'est bien le gouvernement qui, sans forcer, a obtenu la participation de toutes les organisations syndicales à son opération.

Et c'est lui seul qui peut en tirer bénéfice.

En acceptant de participer à sa conférence prévue pour durer jusqu'en juin prochain, les directions syndicales des organisations syndicales lui fourniraient une précieuse assurance-vie.

Halte à cette caution scandaleuse au gouvernement de la guerre contre les travailleurs et les jeunes.

Notre fédération doit se prononcer clairement contre les budgets du gouvernement Macron-Lecornu et empêcher leur adoption.

Elle doit refuser d'apporter la moindre caution au gouvernement en annonçant, dès à présent, qu'elle se retire définitivement de la conférence Lecornu-Farandou.

Elle doit s'adresser aux autres organisations syndicales pour qu'elles fassent de même et qu'ensemble, elles constituent un front uni contre le gouvernement et ses projets de budget.

Et tant qu'il est encore temps, qu'elles convoquent une manifestation centrale à l'Assemblée pour empêcher l'adoption des budgets.

Intervention de présentation de la motion :
Halte au massacre du peuple palestinien

Depuis deux ans, l'État d'Israël poursuit son génocide à Gaza. Aux 70 000 morts recensés, il faut ajouter des dizaines de milliers de morts non décomptés sous les décombres ou à cause des pénuries organisées, des dizaines de milliers de disparus, de blessés. Son territoire a été rasé à plus de 90 %, par plus de 100 000 tonnes de bombes, toutes les infrastructures ou presque ont été détruites. La population de Gaza est plongée dans des conditions infra-humaines.

Quotidiennement, malgré le simulacre de cessez-le-feu déclaré le 10 octobre 2025, l'armée israélienne massacre des Palestiniens au moindre prétexte à Gaza mais aussi en Cisjordanie. L'État sioniste n'a jamais respecté le moindre cessez-le-feu, les Libanais peuvent en témoigner.

C'est la nature même de cet État qui s'exprime dans le génocide du peuple palestinien, dans la guerre sans fin qu'Israël relance constamment contre ses voisins.

Si Netanyahu a annoncé soutenir le prétendu « plan de paix » de Trump, c'est qu'il lui permet de justifier la poursuite de son offensive, offensive soutenue très officiellement par tous les impérialismes, dont le gouvernement français.

Demander l'application du droit international, c'est aujourd'hui soutenir le plan Trump alors qu'il n'est qu'une tentative pour camoufler le génocide de la part du premier marchand d'armes de la planète et premier soutien à l'État génocidaire d'Israël.

L'appel pour manifester le 29/11 dont la FSU est signataire, donne comme objectif : « La pression internationale doit se poursuivre pour que ce cessez-le-feu ouvre la voie à une paix juste, durable et fondée sur le droit international. ». Or, aujourd'hui, il faut le marteler, le droit international se fonde sur le plan Trump.

La responsabilité de la FSU est de se placer inconditionnellement du côté du peuple palestinien, de sa lutte pour sa libération et sa survie.

Pour cela, notre fédération doit organiser, avec les autres organisations du mouvement ouvrier, le boycott total de l'État sioniste. La multiplication récente des initiatives en ce sens, en particulier à l'université, et la répression gouvernementale qui s'intensifie, nous montrent clairement le bon côté de la barricade.

Si un front uni syndical se constituait sur le mot d'ordre de boycott, l'organisation d'une manifestation nationale massive en direction de l'ambassade d'Israël serait alors possible sur le mot d'ordre « Halte au massacre du peuple palestinien ».

Motion « Halte au massacre du peuple palestinien »

Le peuple palestinien continue d'être écrasé quotidiennement par l'État sioniste avec le soutien du gouvernement Macron-Lecornu-Nunez.

Notre fédération condamne le plan Trump qui consacre toutes les revendications de l'État colonial et piétine tous les droits des Palestiniens.

La responsabilité de la FSU est d'œuvrer à la réalisation d'un front uni avec les organisations syndicales du mouvement ouvrier pour :

- appeler à une manifestation nationale en direction de l'ambassade d'Israël sur le mot d'ordre : Halte au massacre du peuple palestinien
- organiser le boycott effectif dans tous les domaines de l'État génocidaire d'Israël.

(Résultat du vote : Pour : 8 / Contre : 66 / Abstentions : 26 / Refus de vote : 12)

Intervention de présentation de la motion : Pour la défense des libertés académiques et d'expression dans l'ESR

Depuis le déclenchement de la guerre génocidaire de l'État d'Israël à Gaza, le gouvernement s'acharne à interdire toute manifestation de solidarité avec le peuple palestinien, particulièrement dans l'ESR. Cela se traduit par des intimidations, des diffamations, des restrictions de la parole scientifique, et des interdictions de réunion notamment pour les étudiants.

Une nouvelle étape de cette escalade répressive est atteinte avec la campagne scandaleuse visant à qualifier d'antisémites tous ceux qui expriment la moindre critique de l'État sioniste.

Il y a ce sondage sur l'antisémitisme [*commandité par le ministère de l'ESR*], véritable fichage politique pour savoir de quel côté on se situe. Ce sondage est dénoncé dans une pétition qui, lancée avant hier, a déjà recueilli près de 2 800 signatures.

Il y a eu l'annulation du colloque « Palestine et Europe » au collège de France. 3 000 universitaires dénoncent la volonté délibérée d'empêcher la recherche académique sur Israël-Palestine dès lors qu'elle ne s'inscrit pas dans le cadre du soutien à Israël. Les signataires demandent la démission du ministre de l'ESR.

La loi dite « contre l'antisémitisme dans l'ESR », concentre cette volonté de censure.

Dans une lettre à Netanyahu cet été, Macron donne cette loi pour preuve de son soutien indéfectible à l'État colonial d'Israël. Assimilant l'« antisémitisme » à de l'« antisémitisme », il vise « *les antisémitismes de notre pays [qui] sont aujourd'hui aussi alimentés par l'extrême gauche* » – comprendre tous les défenseurs du peuple palestinien.

On entrevoit les ravages de cette loi et ce n'est que le début car il manque encore ses décrets d'application. Ainsi dans sa déclaration au conseil supérieur de l'ESR d'hier, notre fédération dénonce la transformation de la mission « *égalité femmes-hommes* » en mission « *diversité* ». Celle-ci doit devenir le centre de la « *lutte contre l'antisémitisme et le racisme* » et surtout « *de recueillir les signalements afférents* ».

C'est le détournement des dispositifs de lutte contre les Violences Sexistes et Sexuelles en une véritable structure de flicage et de délation politique.

Un autre décret doit confier aux rectorats d'académie la mise en place de sections disciplinaires régionales, véritables tribunaux d'exception.

Nous sommes face à une attaque historique contre l'ESR pour la réduire au silence.

La responsabilité de notre CDFN est d'exiger

- l'abrogation de cette loi dite « contre l'antisémitisme » ;
- le retrait de l'enquête sur l'antisémitisme ;
- le respect plein et entier des libertés académiques et d'expression dans l'ESR.

Motion « Pour la défense des libertés académiques et d'expression dans l'ESR »

Depuis le déclenchement de la guerre génocidaire de l'État d'Israël à Gaza, le gouvernement s'acharne à interdire toute manifestation de solidarité avec le peuple palestinien, particulièrement dans l'ESR.

Sont remises en cause : les libertés académiques, d'expression et de manifestation pour les universitaires et les étudiants.

Le gouvernement a franchi une nouvelle étape en instrumentalisant l'antisémitisme qu'il amalgame à toute critique de l'État sioniste et à la solidarité avec le peuple palestinien.

Son but est de tenter de museler étudiants et universitaires.

Le CDFN de la FSU, réuni les 25 et 26 novembre, exige :

- le respect plein et entier des libertés académiques et d'expression dans l'ESR
- l'arrêt des poursuites contre tous les militants de la cause palestinienne et la levée de toutes les sanctions.
- le retrait de l'enquête-sondage sur l'antisémitisme dans l'ESR
- l'abrogation de la loi dite « contre l'antisémitisme ».

(Résultat du vote : Pour : 10 / Contre : 65 / Abstentions : 23 / Refus de vote : 13)

Intervention de présentation de la motion : « Budget »

Au compte de la bourgeoisie, le gouvernement Macron-Lecornu cherche à faire adopter des projets de budget de guerre contre la jeunesse et les travailleurs.

Dans le cadre de l'économie de réarmement, il veut augmenter de façon considérable et inédite les crédits militaires et multiplier les coupes budgétaires contre la santé, l'école, les retraités, les chômeurs, etc, avec comme seule perspective la misère et la guerre.

Pour surmonter les difficultés dans l'adoption desdits budgets, le gouvernement, si faible soit-il, tente de trouver des appuis. C'est dans cet objectif qu'il a convoqué une « Conférence sur le travail et les retraites », comme l'avait fait précédemment Bayrou avec son « conclave ».

Notre fédération était hélas présente à la première réunion du 4 novembre. Or, une chose est certaine, la participation à cette conférence n'apportera rien de bon aux travailleurs. Bien au contraire.

Le seul bénéficiaire sera le gouvernement Macron-Lecornu.

Avec cette conférence, prévue pour durer jusqu'à juillet, le gouvernement escompte obtenir un soutien de première importance à sa politique en affichant la participation des organisations syndicales.

Pour leurs directions, accepter de participer à cette conférence, c'est donc cautionner le gouvernement et consentir à son budget.

Aussi notre CDFN doit se prononcer pour que la FSU refuse d'apporter le moindre soutien au gouvernement et quitte immédiatement la conférence, à commencer par la séance du 5 décembre. Notre fédération doit s'adresser aux autres organisations syndicales pour qu'elles adoptent la même position.

Elle doit se prononcer contre les projets de budget et combattre contre leur adoption.

Et ce n'est certainement pas par une énième journée d'action comme celle du 2 décembre que l'on pourra obtenir gain de cause. Oui, les collègues ne veulent plus des journées d'action impuissantes !

Pour empêcher l'adoption des projets de budget, notre fédération doit œuvrer avec les organisations syndicales du mouvement ouvrier à la réalisation d'un front uni qui doit convoquer, tant qu'il en est encore temps, une manifestation centrale en direction de l'Assemblée nationale.

Motion « Budget »

Le CDFN rejette les projets de budget de l'État et celui de la Sécurité sociale, présentés par le gouvernement Macron-Lecornu.

Le CDFN annonce le retrait immédiat de la FSU de la « Conférence sur le travail et les retraites » et s'adresse aux organisations syndicales du mouvement ouvrier pour qu'elles fassent de même.

Notre fédération œuvrera à réaliser avec elles, un front uni contre le gouvernement et ses projets de budget.

Pour empêcher leur adoption, ce front uni doit convoquer, tant qu'il est encore possible, une manifestation centrale en direction de l'Assemblée nationale.

(Résultat du vote : Pour : 4 / Contre : 76 / Abstentions : 4 / Refus de vote : 22)

www.frontunique.com – mel@frontunique.com / Front Unique : 8, rue des Alisiers, 34080 Montpellier